

Nouvelles locales du lundi 05 octobre 2015

@rib News, 05/10/2015 | Diplomatie - Le ministre des travaux publics du gouvernement de Bujumbura ainsi que le directeur général des routes ont été interdits de continuer leur voyage vers les Etats-Unis d'Amérique. Ils sont partis pour une mission de travail et avaient reçu des visas pour se rendre dans ce pays ce lundi. Mais, arrivés en Ethiopie, le responsable de l'aéroport leur a signifié que le pays dans lequel ils se rendaient a annulé leurs visas. Certains alors demandent s'il s'agit d'une conséquence directe de ce qui se passe au Burundi ou des sanctions que l'Union vient d'infliger à certaines personnalités proches de Nkurunziza ou alors la conséquence de la déclaration de haine ethnique sortie par le parti au pouvoir samedi dernier.

Sécurité - Des policiers en grand nombre ont pénétré ce lundi vers 11h dans la prison centrale de Gitega. Ils voulaient mettre certains détenus dans des cellules d'isolement; ce qui a provoqué des incidents. Gitega est l'établissement pénitentiaire où sont emprisonnés les principaux putschistes du 13 mai. Ces prisonniers sont dans des cellules d'isolement récemment construites. Les autres prisonniers ont alors protesté provoquant un énorme cafouillage. Il y a eu des coups portés et un prisonnier a été touché à la tête. Le calme est revenu en début d'après-midi et le directeur de la prison s'est entretenu avec les représentants des prisonniers. Les détenus se sont retirés dans un seul et même endroit craignant de nouvelles violences. Pas d'explications fournies par les autorités pénitentiaires concernant ce qui s'est passé à Gitega ce lundi. - La police affirme qu'elle connaît désormais l'origine des décès couverts ici et là dans le pays et surtout en mairie de Bujumbura. Lors d'une conférence de presse ce dimanche, le porte-parole adjoint de la police a estimé que la police sait de plus sur ces cadavres. Pour Pierre Nkurikiye, l'intervention policière a permis d'élucider l'origine des corps sans vie qui sont retrouvés presque chaque matin dans les rues de certains quartiers contestataires de la capitale. La semaine dernière, une quinzaine de cadavres ont été retrouvés. « Pour le cas de Mutakura, les personnes qui avaient été enlevées, les informateurs nous disent qu'elles allaient être utilisées comme bouclier humain par des criminels, puisqu'elles allaient être assassinées pour être retrouvées demain matin, explique-t-il. Cela va faciliter les enquêtes. Ces derniers jours, il y a eu des décès couverts de cadavres dans certains endroits et la police faisait des enquêtes pour chaque cas. Maintenant la police sait au moins que certains des gens qui enlèvent d'autres, qui les tuent et qui jettent leurs cadavres dans certaines localités, ont été appréhendés et sont connus », a-t-il lancé.

Politique - Le parti au pouvoir a réagi contre les sanctions de l'Union Européenne contre les proches du président Nkurunziza. A travers un communiqué lu à la RTNB par le porte-parole de ce parti présidentiel, on apprendrait que le CNDD-FDD est furieux. Alors que l'Union Européenne considère que ces personnes ont utilisé la violence et la répression contre les manifestations, le parti au pouvoir CNDD-FDD dénonce ces sanctions. Il qualifie les pays de l'Union Européenne de protecteurs des insurgés et des putschistes et les accuse de vouloir détruire l'unité du corps de défense burundais. Le parti au pouvoir au Burundi qualifie ce lundi de provocation les sanctions récemment infligées par l'Union européenne à quatre personnalités burundaises, assurant qu'elles visaient des individus "d'une seule ethnie": les Hutu. Le porte-parole de ce parti n'a même pas hésité à dénigrer la prise de ses sanctions sans appel préalable des personnes concernées. Gisèle Ndabirabe a également affirmé que les Tutsi veulent exterminer physiquement et politiquement les Hutus en passant par les Blancs et le président Kagame du Rwanda. Il a par ailleurs annoncé que ce que les 4 personnes ont fait est de loin inférieur à ce que Buyoya et ses conseillers ont fait lors de la guerre civile, une façon d'admettre que les personnes concernées ont certes commis des fautes mais pas à la hauteur de Buyoya et ses conseillers!!! Il a en outre demandé aux bailleurs du Burundi de débloquer sans conditions les aides destinées au Burundi qu'ils ont bloquées depuis bientôt six mois. - L'opposition dénonce un discours ethnique qui vise à monter les Burundais les uns contre les autres. Léon Ngendakumana, président du parti Sahwanya Frodebu estime que c'est la fin du règne du CNDD-FDD. Il dit ne pas comprendre comment le parti au pouvoir veut raviver les tensions ethniques alors que les problèmes auxquels le Burundi fait face sont purement politiques. - Trois opposants Amizero yémbarundi refusent la politique de la Chaise Vide jusqu'à présent. Honorable Hillarie Nshamaje, l'opposant de la coalition Amizero yémbarundi est la nouvelle locataire de l'hôtel de Kigobe. C'est l'occasion des célébrations de l'ouverture de la session parlementaire d'octobre que cette élue a choisi de faire son entrée à l'Assemblée nationale rejoint ainsi ses deux collègues Julienne Nahintije (Kayanza) et Angèle Ciza (Kirundo) qui siégeaient à l'hôtel de Kigobe depuis la fin de la session de juin. Bien qu'elles bravent la décision de Nditije Charles, les ténors de l'Uprona sont toujours absents. « Nous respectons le peuple qui nous a élus. Nous ne renions pas notre appartenance politique. Nous sommes des adultes responsables de nos actes », telles sont les paroles choisies pour expliquer leur présence. Rappelons que, selon l'article 156 de la Constitution du Burundi, le mandat de député et celui de sénateur prend fin, entre autres par absence injustifiée plus d'un quart des séances d'une session.